



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade  
Edition du 4 juillet 2025

## Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

**45 M EUR**

Le déficit budgétaire du Monténégro entre janvier et mai ; un résultat meilleur que les 106 M EUR de déficit budgété initialement.

## Région

### Réunion UE – Balkans occidentaux à Skopje

Le 1<sup>er</sup> juillet, Skopje a accueilli une réunion de haut-niveau entre la commissaire européenne pour l'Elargissement Marta Kos et des dirigeants des six pays des Balkans occidentaux. Ce rendez-vous, qui devait avoir lieu en mars, avait été repoussé en raison de l'incendie de la discothèque de Kočani, et a pâti de l'absence du président serbe Aleksandar Vučić qui participait à la 4<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le financement du développement, organisée à Séville. La Serbie était représentée par son ministre pour l'Intégration européenne, Nemanja Starović, tandis que les premiers ministres (ou équivalents) des autres pays avaient fait le déplacement à Skopje, accueillis par le premier ministre macédonien Hristijan Mickoski : Edi Rama (Albanie), Borjana

Krišto (Bosnie-Herzégovine, Présidente du Conseil des ministres), Albin Kurti (Kosovo), et Milojko Spajić (Monténégro).

Cette réunion fut l'occasion de rappeler les ambitions du Plan de croissance pour les Balkans occidentaux, approuvé en octobre 2023 par l'UE et dont les premiers décaissements ont été réalisés au printemps de cette année. Ce Plan prévoit des financements de 6 Md EUR (4 Md EUR de prêts et 2 Md EUR de subventions) dans les Balkans occidentaux sur la période 2024-2027, répartis entre pays selon une clé d'allocation associant part de population (60%) et PIB par habitant (40%), et conditionnés à la conduite de réformes. **La mise en œuvre du Plan a bien avancé pour l'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie** : la Commission a approuvé leurs Agendas de réformes à l'automne 2024, et leur a versé l'instrument de préfinancement (correspondant à 7 % de l'enveloppe totale allouée par pays) entre mars (Macédoine du Nord) et juin (Serbie) – un premier financement non-conditionné, conçu comme une aide de départ pour amorcer le travail de réformes. En revanche, le Kosovo, dont l'Agenda de réformes avait été validé par la Commission en même temps que les autres, n'a pas perçu son préfinancement, son Parlement n'ayant pas encore approuvé les instruments législatifs requis (Accords de Facilité et de Prêt avec l'UE). Parallèlement, ces cinq pays ont progressé dans la mise en œuvre des réformes, et ont soumis leurs demandes pour le décaissement de la première tranche de financement conditionnée. Marta Kos a annoncé que la Commission rendra ses décisions dans les semaines à venir.

**La Bosnie Herzégovine a pris du retard sur ses voisins, elle vient d'adopter le 27 juin un nouveau projet d'Agenda de Réformes en Conseil des ministres.** Son Agenda de Réformes initial n'ayant pas été approuvé par la Commission à l'automne dernier, elle n'a donc pu ni progresser dans son travail de réformes ni bénéficier du préfinancement. Le pays bénéficie théoriquement de la deuxième enveloppe de financement après la Serbie (plus d'1 Md EUR). Après de nombreux désaccords en interne qui en ont retardé la rédaction, cette nouvelle mouture a été saluée par la commissaire à l'Elargissement. La Commission doit désormais formellement approuver cet agenda, et le Parlement bosnien devra ensuite ratifier les Accords de Facilité et de Prêt avec l'UE, avant que les premiers versements puissent être envisagés, ce qui prendra encore quelques mois.

**Le déploiement concret du Plan de croissance est en cours, mais a pris du retard.** Quatre préfinancements sur six ont certes été décaissés, mais le versement de la première tranche de financement conditionnée n'a toujours pas été réalisé – alors qu'il était théoriquement prévu au cours du premier semestre. Il sera vraisemblablement débloqué durant la seconde moitié de l'année, un an après la validation des Agendas de Réformes et le lancement officiel du Plan européen.

Tableau 1. Montants indicatifs de l'enveloppe totale et du préfinancement par pays (Commission UE)

En M EUR	Allocation en %	Allocation	Préfinancement (7 % allocation)
Albanie	16%	922	65
Bosnie Herzégovine	19%	1 085	76
Kosovo	16%	883	62
Macédoine du Nord	7%	384	27
Monténégro	13%	750	53
Serbie	28%	1 586	111

Notes :

- en bleu, les pays ayant perçu leur préfinancement.

- la somme des enveloppes est inférieure à 6 Md EUR (ne comprend pas les montants provisionnés à hauteur de 360 M EUR, et une dotation horizontale de 30 M EUR d'assistance technique).

Tableau 2. Montants indicatifs des financements associés à la tranche 1 de l'Agenda de Réformes (Commission UE)

Tranche 1	Total	Prêts souverains	Prêts CIBO	Subventions CIBO
Albanie	<b>76 715 139</b>	35 691 001	19 007 851	22 016 288
Kosovo	<b>31 298 192</b>	14 561 191	7 754 810	8 982 191
Macédoine du Nord	<b>17 126 495</b>	7 967 941	4 243 463	4 915 090
Monténégro	<b>29 544 116</b>	13 745 124	7 320 200	8 478 793
Serbie	<b>112 097 893</b>	52 152 496	27 774 701	32 170 697

## Albanie

### Croissance de 3,4 % au T1 2025

D'après les premières estimations d'INSTAT, la croissance au T1 2025 a atteint 3,4 %. Un ralentissement par rapport à la croissance observée au T4 2024 et T3 2024 (4,4 %). L'activité a été tirée par des investissements publics en hausse depuis le début de l'année, sans doute en lien avec les élections du 11 mai. Parmi les secteurs de production, « l'administration publique, l'éducation et la santé » a enregistré une croissance réelle de son activité de près de 19 % et contribué de 2,24 points à la croissance du PIB sur ce trimestre. Le secteur de la construction a ralenti, d'une croissance moyenne de 6,4 % entre le T4 2023 et le T3 2024, à 0,8 % au T4 2024 puis 1,8 % au T1 2025. Tandis que l'activité immobilière continue son expansion (9,4 % au T4 2024 et 8,1 % au T1 2025, après une croissance de 2,2 % en moyenne entre le T1 et T3 2024). En revanche, la crise du secteur manufacturier albanais s'aggrave : la production reculait en moyenne de 3,2 % entre le T1 et T3 2024, puis de 5,2 % au T4 2024, et finalement de plus de 7,5 % au T1 2025. Côté dépenses, la consommation des ménages reste dynamique (croissance réelle de 2,5 %) mais moins

soutenue que l'année précédente (3,7 % en moyenne) ; l'investissement privé a ralenti de manière plus prononcée (de 6 % en moyenne en 2024 à 2,9 % au T1 2025).

## **L'assureur autrichien Uniqa cède ses parts dans le groupe Sigal-Uniqa à son co-actionnaire albanais Sigal, qui reprend toute ses activités en Albanie, au Kosovo et en Macédoine du Nord**

Dans une transaction au prix confidentiel, [l'assureur autrichien Uniqa a cédé ses parts dans le groupe Sigal-Uniqa à](#) l'un des fondateurs de Sigal, Avni Ponari, co-actionnaire albanais d'Uniqa. Le retrait d'Uniqa avait été annoncé par le groupe autrichien en novembre dernier. Créé en 1999, Sigal est le plus grand assureur en Albanie (plus de 30 % du marché pour les assurances-vie et non vie), 90 % de ses parts avaient été cédées à Uniqa en 2007 (env. 11 M EUR), les 10 % restant ayant été conservées par Avni Ponari. Près de 20 ans plus tard, ce dernier reprend donc le contrôle total de Sigal et de ses activités en Albanie, au Kosovo et en Macédoine du Nord.

## **Bosnie-Herzégovine**

### **Achèvement de la mission du FMI au titre de l'article IV 2025**

Le FMI a émis [le 1er juillet](#) ses analyses préliminaires sur la situation économique de la Bosnie-Herzégovine au titre de l'Article IV. Le Fonds note une accélération de la croissance à 2,5 % en 2024 contre 2 % en 2023, tirée par la consommation domestique compensant la baisse des exportations et soutenue par une forte croissance du crédit et des transferts de fonds. Le taux de chômage a baissé à 11,7 % au T4 2024, les salaires réels augmentant à un taux annuel de 8 %. Le déficit du compte courant s'est creusé à 4,0 % du PIB en 2024 contre 2,25 % en 2023, reflétant une baisse des exportations d'électricité causée par la sécheresse. L'inflation est tombée à 1,7 % en 2024 contre 6,25 % en 2023, en raison d'un ralentissement des prix des carburants et des services publics. Cependant, depuis fin 2024, l'inflation est repartie à la hausse pour atteindre 3,7 % en g.a. en mai, principalement sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires. Le Fonds a constaté que les résultats budgétaires en 2024 ont été meilleurs que prévu lors des consultations de 2024 au titre de l'article IV. Le déficit public s'est établi à 1,75 % du PIB, soit le même niveau qu'en 2023. Le FMI souligne le besoin des réformes structurelles dans le cadre du processus d'adhésion et sectorielles, notamment dans le secteur énergétique afin de réduire les effets négatifs suite à la mise en œuvre du MACF à compter de 2026.

## Adoption de l'Agenda de réformes par le Conseil des ministres

Le Conseil des ministres de la Bosnie et Herzégovine a adopté [le 27 juin](#) un nouveau projet d'Agenda de réformes. Cet agenda doit permettre au pays de bénéficier de 1 Md EUR provenant du programme de l'Union européenne dans le cadre du Plan de croissance pour les Balkans occidentaux.

## Production d'électricité en Bosnie en hausse de 17,6 % en g.a. en avril

La [production nette d'électricité](#) en Bosnie-Herzégovine s'est élevée à 1 117 GWh en avril, soit une hausse de 17,6 % par rapport au même mois de 2024 et une baisse de 20,3 % par rapport à mars, selon l'Agence des statistiques de Bosnie-Herzégovine. Les centrales hydroélectriques ont représenté 38,2 % de la production totale, les centrales thermiques 53 %, tandis que les centrales solaires et éoliennes ont contribué à hauteur de 8,8 %. La production nette des centrales hydroélectriques s'est élevée à 443 GWh en avril, soit une hausse de 29,2 % par rapport au même mois de l'année précédente et une baisse de 20,2 % par rapport à mars. La production nette des centrales thermiques au quatrième mois de 2025 s'est élevée à 568 GWh, soit 2,3 % de plus qu'en avril 2024 et 23,2 % de moins que le mois précédent. La production nette d'énergie solaire et éolienne en avril s'est élevée à 106 GWh, soit une augmentation de 103,9 % par rapport au même mois de l'année précédente, et est restée inchangée par rapport aux mois précédents.

## Kosovo

### L'inflation a repris depuis le début de l'année

L'inflation a été évaluée à 3,6 % en g.a. en mai par [l'Institut national de statistiques](#), confirmant l'accélération des prix au Kosovo depuis quelques mois. L'inflation avait baissé jusqu'à 0,2 % en septembre 2024 avant de remonter progressivement. Le retour de l'inflation, après une période de modération des prix plus ou moins réussie en 2024, concerne les six pays des Balkans occidentaux. En janvier 2025, le Kosovo affichait encore le taux d'inflation le plus bas de la région (1,7 %), il dépasse ce mois-ci celui de l'Albanie (2,3 % en mai).

# Macédoine du Nord

## Adoption au Parlement des amendements à la Loi douanière

Le Parlement a adopté une réforme de la Loi sur les droits de douane, entérinant la réduction des droits pesant sur les importations pour 67 produits, ainsi que sur toutes les marchandises en provenance des Etats-Unis. D'après la ministre des Finances, [Gordana Dimitrieska-Kocsovska](#), les 67 postes visés concernent notamment des intrants pour les industries macédoniennes considérées comme stratégiques par le gouvernement (automobile, transformation des métaux, métallurgie, et énergie). Ces mesures rapprochent progressivement les droits de douane macédoniens des standards européens : pour les batteries en lithium, les droits seront réduits de 15 % à 2,7 %, et pour les autres marchandises, la différence existante entre les droits de douanes macédoniens et européens sera réduite de moitié. Elles visent aussi à assouplir les relations commerciales avec les Etats-Unis, en libéralisant les importations de marchandises américaines, sachant que l'administration Trump avait imposé des droits de douanes réciproques de 33 % à la Macédoine du Nord dans ses annonces du 2 avril (suspendus temporairement jusqu'au 9 juillet).

## Signature d'un Memorandum de coopération entre NOMAGAS et Srbijagas

Les compagnies gazières Nomagas (Macédoine du Nord) et Srbijagas (Serbie) ont signé jeudi 26 juin un [MoU](#) afin d'accélérer leur projet d'interconnexion gazière. Il fait suite à un premier MoU, au périmètre plus large, signé en octobre dernier entre les ministres de l'Energie des deux pays. Le gazoduc transfrontalier prévu aura une capacité de 1,5 Md m<sup>3</sup>/an sur une distance de 70 km (23 km en Macédoine du Nord et 47 km en Serbie) entre Klečovce (Macédoine du Nord) et Vranje (Serbie). L'étude de faisabilité pour ce projet bénéficie de financements CIBO (assistance technique de 960 000 EUR approuvée en 2023).

## Rapport Moneyval : des progrès en cours, le retard reste important

Dans son dernier [rapport de suivi sur la Macédoine du Nord](#), Moneyval, l'instance du Conseil de l'Europe de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), a validé la progression du pays sur les sujets de transferts de fonds, de contrôles internes, et de transparence des arrangement légaux. Trois dimensions pour lesquelles Moneyval considérait dans son rapport d'évaluation de mai 2023 que la

Macédoine du Nord n'était que « partiellement alignée » sur les standards internationaux (les 40 recommandations du GAFI - Groupe d'action financière), et pour lesquelles elle est désormais « largement alignée », en partie grâce à l'adoption par le Parlement des amendements à la législation LBC/FT en octobre 2024. Le rapport de suivi publié cette semaine fait le bilan des progrès réalisés sur les points faibles identifiés dans le rapport d'évaluation de 2023, qui avait valu le placement de la Macédoine du Nord en « suivi intensif ». Cette dernière avait demandé la réévaluation par Moneyval de son alignement sur 4 Recommandations du GAFI : avec succès pour les 3 citées plus haut, sans que Moneyval considère que les progrès en matière de supervision et de régulation financière aient été suffisants pour changer son appréciation. Désormais, le pays est « aligné » ou « globalement aligné » sur 31 des 40 recommandations du GAFI.

## **Appel d'offres pour la supervision de la construction du poste frontalier ferroviaire de Tabanovce**

Le ministère des Transports macédonien a lancé [un appel d'offres](#) pour la supervision du le projet de réhabilitation, de modernisation et de construction de nouveaux bâtiments du poste frontalier ferroviaire de Tabanovce (entre la Macédoine du Nord et la Serbie). Le projet est financé par le prêt de la BERD à hauteur de 5 M EUR. La date limite pour les soumissionnaires est le 8 août jusqu'à 13h.

# **Monténégro**

## **Publication du rapport sur l'exécution budgétaire pour les 5 premiers mois de 2025**

D'après le [rapport mensuel](#) du ministère des Finances, les recettes budgétaires pour les cinq premiers mois de 2025 se sont élevées à 1,1 Md EUR (dont 487,2 M EUR de TVA, en hausse de 12 % en g.a. ; 135 M EUR d'accise ; 199,8 M EUR d'impôt sur les sociétés ; les charges salariales et patronales se sont élevées à 149,9 M EUR soit -31 % en g.a.), soit 13,8 % du PIB, en hausse de +0,8 % en g.a. Les dépenses budgétaires se sont élevées à 1,142 Md EUR, soit 14,3 % du PIB estimé (dont 459 M EUR de dépenses courantes, 450,2 M EUR pour les transferts sociaux, 40,15 M EUR pour les investissements). Le déficit budgétaire a atteint 45 M EUR, soit 0,6 % du PIB, un résultat meilleur qu'anticipé, le budget prévoyant un déficit de 106,1 M EUR.

## **Hausse du déficit commercial de 8,3 % en g.a. au cours des 5 premiers mois de 2025**

Selon le bulletin de [l'Office national des statistiques \(MONSTAT\)](#) le Monténégro a enregistré un déficit commercial de 1,4 Md EUR au cours des cinq premiers mois de 2025, en hausse de 8,3 % en g.a. Le total des échanges extérieurs de biens du pays pour la période janvier-mai s'est élevé à 1,91 Md EUR, soit une hausse de 4,1 % par rapport à la même période 2024. Les exportations se sont élevées à 237,1 M EUR, soit -5,8 % en g.a, tandis que les importations ont atteint 1,67 Md EUR, en hausse de 5,7 % en g.a. La couverture des exportations par les importations s'est établie à 14,2 %, contre 15,9 % à la même période de 2024. Les plus importants postes d'exportations sont des combustibles minéraux, lubrifiants et matières connexes, avec un montant de 71,6 M EUR, dont l'électricité avec 61,2 M EUR. Les postes importants d'importations sont les machines et le matériel de transport avec 428,2 M EUR, dont les véhicules routiers 178,4 M EUR. Les principaux clients du Monténégro demeurent la Serbie (61,3 M EUR), la Suisse (25,6 M EUR) et la Bosnie-Herzégovine (22,8 M EUR). Les principaux fournisseurs sont la Serbie (280,9 millions d'euros), la Chine (212,1 M EUR) et l'Allemagne (171,9 M EUR). Les volumes d'échanges les plus élevés ont été enregistrés avec les parties à l'ALECE et l'UE.

## **Appel d'offres pour la supervision des travaux de construction de la station d'épuration à Bijelo Polje**

Les autorités du Monténégro ont lancé [un appel d'offres](#) pour la supervision des travaux de construction de la station d'épuration des eaux usées dans la municipalité de Bijelo Polje située dans le nord du Monténégro. Le projet est financé par la Banque européenne d'investissement et est soumis au Guide de passation des marchés de la BEI. La date limite pour les soumissionnaires est le 31 juillet 2025.

# Serbie

## La première revue du nouvel instrument de coordination des politiques (ICP) du FMI a été finalisée

La première revue du nouvel instrument de coordination des politiques (ICP) du FMI avec la Serbie a été achevée le 1<sup>er</sup> juillet. L'ICP a remplacé depuis fin 2024 l'ancien accord de confirmation (ACS) de 2,4 Md EUR accordé à la Serbie. Le Fonds prévoit que la croissance serbe atteindra 3 % cette année, puis s'accélérera pour atteindre 4 % en 2026 et 4,5 % en 2027 et note que les autorités serbes maintiennent une politique budgétaire disciplinée et mettent en œuvre des réformes structurelles macroéconomiques essentielles dans le cadre de l'Instrument de coordination des politiques après la première revue.

## Hausse du déficit commercial de 16,7 % en g.a. au cours des 5 premiers mois de 2025

D'après [l'Office national des statistiques](#), le déficit commercial a augmenté de 16,7 % au cours des 5 premiers mois de 2025, atteignant 3,7 Md EUR soit 4,2 % du PIB estimé. Le total des échanges de biens du pays s'est élevé à 31,2 Md EUR, soit une hausse de 10,9 % en g.a. Les exportations ont progressé de 10,2 % en g.a. pour atteindre 13,7 Md EUR, tandis que les importations ont progressé de 11,5 % soit 17,4 Md EUR. La couverture des importations par des exportations a reculé à 78,6 %, contre 79,5 % sur la même période de 2024. L'UE demeure le principal partenaire commercial de la Serbie, représentant 58,3 % du total des échanges. Les pays de l'ALECE sont restés le deuxième partenaire commercial, avec lequel le pays affiche un excédent d'environ 1 Md EUR sur la période janvier-mai. Les exportations vers l'ALECE ont atteint 1,9 Md EUR, tandis que les importations se sont élevées à 895,5 M EUR. Les principaux produits d'exportation vers les pays de l'ALECE comprenaient les céréales, les véhicules routiers, le pétrole et ses dérivés, les boissons et les produits pharmaceutiques.

## Impact du MACF sur les entreprises serbes

D'après la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Serbie (PKS), le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne imposera aux entreprises basées dans l'UE qui importent des marchandises de pays tiers de s'acquitter d'une taxe carbone pouvant atteindre 70 EUR/tonne de produit à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, ainsi que de soumettre des rapports sur les émissions de carbone liées aux processus de production de leurs fournisseurs. Selon la Chambre de

commerce et d'industrie de Serbie (PKS), ce règlement devrait concerner environ 500 entreprises serbes, principalement du secteur manufacturier soit environ un cinquième des entreprises. La réglementation affectera principalement les grands exportateurs des secteurs du fer, de l'acier, de l'aluminium, des engrais, du ciment et de de l'électricité.

## **Nouveau report des sanctions américaines contre NIS**

Le Département du Trésor américain ([OFAC](#)) a prolongé la durée de la licence spéciale, reportant pour la troisième fois la mise en œuvre complète des sanctions contre le NIS jusqu'au 29 juillet. Cette licence permet à l'entreprise de poursuivre ses activités sans interruption jusqu'à cette date.

## **Appel d'offres pour l'élaboration de l'étude technique pour le transport de l'hydrogène dans les gazoducs**

L'entreprise publique Transportgas Srbija d.o.o. Novi Sad a lancé [un appel d'offres](#) pour l'élaboration de l'étude technique sur le transport d'hydrogène dans les gazoducs, l'objectif étant d'évaluer la capacité du réseau, l'impact du mélange avec le gaz naturel ainsi que les mesures nécessaires pour utiliser l'hydrogène comme un carburant du futur. La date limite pour les soumissionnaires est le 23 juillet.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET

[Abonnez-vous](#)